

Ottawa et Québec ne seraient pas intéressés à relancer Davie

■ (LE SOLEIL) — Le manque d'appui des gouvernements du Québec et du Canada a été une des principales raisons qui a amené un groupe d'hommes d'affaires importants de la région de Québec à renoncer à relancer les Industries Davie.

C'est ce qu'a indiqué, hier, le président de Transport Bernières, Daniel Bouchard, et porte-parole du groupe d'hommes d'affaires de la région en réaction à la publication d'un article voulant que ce groupe soit toujours intéressé à acquérir l'entreprise en faillite depuis quatre ans.

« C'est le manque d'intérêt des deux paliers de gouvernements à notre projet et aussi l'arrivée d'un groupe d'armateurs grecs intéressé à acquérir le chantier maritime qui ont été à l'origine de notre décision de mettre fin à quatre mois de démarche et de représentation dans ce dossier », a-t-il avancé dans une lettre transmise au SOLEIL.

Par la même occasion, M. Bouchard a démenti les informations voulant que le groupe dont il est le porte-parole soit toujours intéressé à s'impliquer pour relancer les Industries Davie.

« J'ai été très surpris de lire cela dans le journal. Depuis septembre 2003, il n'a jamais été question de reprendre les démarches », a-t-il commenté au cours d'un entretien téléphonique.

M. Bouchard a reconnu avoir eu des discussions, il y a deux ans, avec des responsables gouvernementaux tant à Québec qu'à Ottawa pour relancer l'entreprise. « Nous avons proposé de prendre les guides de la Davie pendant une période de 12 à 18 mois afin d'y faire une vérification diligente et aller cher-

cher des contrats et des partenaires. Nous n'avons reçu aucune réponse négative ou positive. Nous en avons conclu qu'il n'y avait pas de volonté du côté des gouvernements pour faire vivre le chantier naval », a-t-il expliqué.

« L'idée n'était pas de faire une piastre avec ça. Nous voulions nous impliquer pour sauver des jobs. Avec notre expérience, on s'offrait pour aller redresser une situation. On voulait du temps pour le faire », a-t-il poursuivi.

M. Bouchard n'a pas voulu révéler l'identité des autres hommes d'affaires de la région qui faisaient partie du groupe. « Ce sont des gens très crédibles, qui ont plus d'argent que moi et qui ont eu à redresser des entreprises qui n'allaient pas bien et qui ont réussi », a-t-il dit.

Le groupe était formé de huit personnes. « Quelques autres étaient au bord de la porte et attendaient de voir avant de s'impliquer », a ajouté le patron de Transport Bernières.

L'homme d'affaires ne demeure pas insensible devant la lente agonie du chantier naval. « Je suis très très déçu de voir que c'est sur le point de fermer. Rebâtir un chantier comme celui-là coûterait aujourd'hui un milliard de dollars, alors qu'on prévoit aller chercher de 10 à 12 millions \$ avec la liquidation. C'est une perte énorme pour toute la collectivité qui a investi là-dedans », a-t-il vivement déploré.

Journal Le Soleil, jeudi le 1^{er} décembre 2005; Page 1

Rectification : Ronald Carré n'a jamais prétendu qu'aujourd'hui, en décembre 2005, le Groupe Bouchard soit toujours intéressé à acquérir Davie. Il n'en sait rien.

Son point de vue est le suivant : compte tenu de l'intérêt de ce groupe démontré en 2003, pourquoi ce groupe ne pourrait-il pas redevenir intéressé si une volonté gouvernementale pouvait être suffisamment forte pour les inciter à reconsidérer leur décision de septembre 2003 de ne plus s'intéresser à la relance de Davie?

Publication le 13 décembre 2005 de la lettre de Daniel Bouchard adressée à Pierre Pelchat le 1^{er} décembre 2005 : (voir plus bas)

CARREFOUR DES LECTEURS

LE SOLEIL, MARDI 13 DÉC 2005, PAGE A-17

L'effet de la non-indexation

L'indexation de l'aide sociale depuis 1969? Ha! Ha! Ha! Ce n'est pas mieux, ça empire en 2005! Parce que nous avons de moins en moins ce qu'il faut pour « grandir » et pour vivre, compte tenu de l'augmentation du coût des loyers, des aliments, de l'habillement, du transport ou même des cours de formation que je voudrais suivre. Ma santé corporelle et mentale s'en ressent, j'ai des maux de tête, des maux de cœur. J'aurais besoin d'aller au magasin, de m'acheter des articles qui me manquent, des vêtements, d'aller voir un film. Ça fait 22 ans que je ne suis pas allée au cinéma! Ce sont des besoins réels pour vivre comme une personne digne et unique.

Loraine Côté
Québec

Se battre pour notre survie

Le temps des Fêtes qui approche me rend nostalgique. Je ne comprends pas comment le gouvernement peut avoir les moyens de dépenser autant d'argent pour des élections, les baisses d'impôt et des subventions à de grosses compagnies, alors que nous en sommes réduits à nous battre pour notre survie.

En janvier 2006, le gouvernement québécois va augmenter de moitié (1,21 %, soit 6,50 \$ par mois) seulement les assistés sociaux sans contraintes ou avec contraintes temporaires à l'emploi, alors que ceux qui ont une contrainte sévère recevront la pleine indexation, soit 2,43 % (19,90 \$ par mois). Le petit montant que je recevrai, ne suffira même pas à payer mes augmentations de loyer, du laissez-passer de l'autobus, de mon assurance-logement et du coût des aliments.

Cette demi-indexation ne suffit pas à subvenir à mes besoins quotidiens et elle contribue à détériorer notre santé mentale et physique quand nous nous demandons, chaque jour, si nous aurons suffisamment d'argent. Cela nous rend malades!

Il serait temps que le gouvernement agisse afin que les personnes en situation de pauvreté comme moi se sentent citoyens à part entière et non plus exclues.

Monique Toutant
Québec

Un manque d'intérêt

(À Pierre Pelchat, LE SOLEIL, 1^{er} décembre 2005)

Il est inexact d'affirmer que moi-même ou un groupe d'hommes d'affaires de Québec seraient actuellement intéressés d'acquérir le chantier naval des Industries Davie. Comme vous le savez, il y a 30 mois, j'ai agi à titre de porte-parole

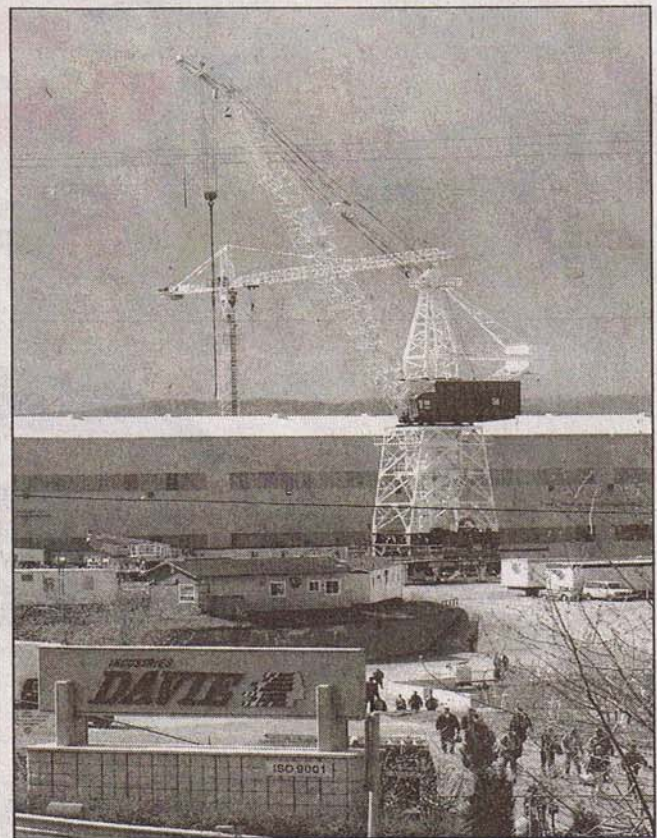
d'un groupe d'hommes d'affaires de la région de Québec, lequel proposait un projet de relance de la Davie. À cette époque, le chantier était en activité et avait quelques contrats potentiels dont, entre autres, celui d'Océanex.

C'est dans ce contexte que nous avons proposé aux gouvernements de prendre les guides de la Davie pour une période de 12 à 18 mois, afin d'y faire une vérification diligente surtout axée sur le potentiel réel de relance de cette industrie lourde. C'est le manque d'intérêt des gouvernements en place (devant) notre projet et aussi l'arrivée d'un groupe d'armateurs grecs intéressés à acquérir le chantier maritime qui ont été à l'origine de notre décision de mettre fin à quatre mois de démarches et de représentation dans ce dossier.

Depuis septembre 2003 jusqu'à aujourd'hui, il n'a jamais été question que notre groupe reprenne les démarches de relance.

Une précision : vous écrivez que l'économiste Ronald Carré a réalisé une étude pour le compte de notre groupe. Dans les faits, M. Carré était à la solde du syndicat qui lui avait demandé d'effectuer une étude sur notre projet de relance.

Daniel Bouchard



ARCHIVES LE SOLEIL

« Il n'a jamais été question que notre groupe reprenne les démarches de relance » de la Davie, insiste Daniel Bouchard.